

JP DEMAIMAY
Section de Douarnenez

La section de Douarnenez a tenu son assemblée de rentrée et a abordé la question des élections régionales. Deux camarades dont moi-même avaient eu l'occasion de le parcourir. Je reprends ci-dessous des réflexions des camarades suite à nos interventions et à celle d'Eric Le Bour, présent à notre assemblée en les complétant par mon point de vue personnel. Voyez là une contribution au débat que je pense mal engagé si on devait le figer trop vite.

Ce document reçu par les sections suscite un malaise par une présentation tendancieuse, orientée et déséquilibrée du contexte des élections régionales. Dire qu'il « *Ne (faut) pas laisser le débat s'engager sur des objectifs qui n'ont rien à voir avec l'intérêt du peuple – ne pas faire dire à certains résultats électoraux ce qu'ils ne disent pas !* » autorise-t-il à orienter ce débat en donnant l'impression que tout est joué et que, même si on s'en défend, l'on n'a en fait qu'une solution en magasin?

La présentation de considérations stratégiques et sur le bilan en premier lieu avant d'en venir aux questionnements sur le projet pose problème : c'est bien d'abord sur ce point qu'il faut débattre sans limites à gauche avant de discuter de tactique électorale, ce qu'affirme pourtant le document.. En reprenant, le document (citations entre « guillemets » et en *italiques*)

1/Le Front de Gauche : une page à tourner? C'est qu'il est vu de façon excessivement frileuse .

L'accumulation de termes minimalistes à propos du front de gauche laisse rêveur:
« ...il convient donc de tenir compte de cette dimension nouvelle dans le paysage politique à gauche et qui **entrouvre la porte au commencement d'une construction nouvelle.**
Il convient donc à la fois, de tenir compte de cette aspiration **nouvelle** à une construction **nouvelle** dont nous avons vécu les **premiers balbutiements**,... » Bref le début du commencement de l'ébauche de l'esquisse
Le PCF continuerait à subir une érosion: certes et surtout là où par insuffisance de forces ou parfois manque d'engagement, il n'a pu ou voulu porter avec d'autres le Front de Gauche laissant le champ libre au NPA qui nous devance dans le département...Raison de plus pour élargir le Front de Gauche.

2/Une caricature de toute position différente de celle que l'on tient comme seule possible.

Pour être bien sûr que la position qui est implicitement défendue (union dès le 1^o tour avec le PS comme seule possibilité), on n'hésite pas à disqualifier toute possibilité différente en la caricaturant:
A/ « ..Mais suggérer que des listes du Front de Gauche se constituent, par opposition aux listes d'union constituées avec le Parti Socialiste et à ce qui se fait aujourd'hui dans les Régions où les communistes participent aux exécutifs, relève du parti pris dont l'objectif n'est pas de répondre aux attentes populaires ni aux revendications sociales ni de construire un front populaire majoritaire.... »

De qui et de quoi parle-t-on? Pourquoi figer ainsi la présentation de l'éventualité de listes « Front de Gauche »? D'avance est-on certain que le débat sur les projets implique dès le premier tour des listes d'union avec le PS? Remettre entre les mains des électeurs la possibilité de choix entre des orientations différentes est-il devenu impossible? Le bilan est-il si parfait qu'il ne demande pas de placer la barre plus haut pour répondre aux attentes....? L'apport des élus PCF incontestable a-t-il été facilement accepté par les Verts et le PS ? Ne leur a-t-il pas fallu batailler? Des exigences plus fortes seront-elles

acceptées sans qu'à un moment ou un autre les électeurs ne puissent peser?

B/ « ...S'appuyer sur les résultats du Front de Gauche pour morceler un peu plus la gauche, en laissant croire que ce que le peuple attend c'est de voir les communistes quitter les exécutifs des collectivités dirigées dans le cadre de listes d'union avec les socialistes relève de la pure usurpation.

Considérer que le message sorti des urnes au soir des européennes constituerait un désaveu de la participation des communistes dans les exécutifs des Régions n'est pas acceptable... »

De qui et de quoi parle-t-on? Usurpation... si on veut un débat honnête et serein , il faudrait peser ses mots. Le document affirme et on peut largement partager cet avis que: « *(le) bilan (du conseil régional de gauche) porte l'empreinte de l'identité communiste bien au delà de l'influence communiste en Bretagne.* » Mais il note toutefois que: « *Ce bilan ne suffit pas pour changer assez la vie des gens.* » Donc bien mais peu mieux faire. On est renvoyé au point A : comment donner plus de force à des exigences ? Surtout si l'on se doute que tout ne s'est pas fait sans résistance de nos partenaires et que rien ne dit qu'ils veuillent aller plus loin...

3/La loi électorale.

Plusieurs remarques. Qu'il faille en tenir compte , oui.

A/Première remarque : attention au message : « *prendre le risque de transformer le scrutin de prochaines régionales en champ d'expérimentation pour des listes de témoignages, admettant à priori l'hypothèse de n'avoir aucun(e) élu-e de la gauche de transformation sociale dans un grand nombre de Régions, l'objectif poursuivi doit être d'une toute autre nature.* » Argument qui a son revers: ne pas courir un tel risque c'est aussi en courir un autre bien réel de s'enfermer à priori dans la dépendance envers le parti dominant de la Gauche , seul garant pour un PCF déclinant et peu sûr de lui et de sa démarche d'élargissement du Front de Gauche d'avoir des élus. Quelle assurance si on raisonne ainsi de prétendre discuter des objectifs , le PS sachant bien évidemment que nous n'avons d'autre perspective que d'aller avec lui dès le premier tour et que nous ne voulons pas envisager (envisager seulement...) de remettre entre les mains des électeurs les termes des débats que nous pourrions avoir avec lui.

B/Deuxième remarque : « *il ne serait pas compréhensible de refuser l'union des forces de gauche et de porter une nouvelle division à gauche après avoir participé pendant 5 ans à des exécutifs dans un cadre unitaire à gauche.* » **Là encore, de qui et de quoi parle-t-on?** Les Verts s'envolent... au premier tour; Il reviendront au second. Nous sommes bien dans une élection à 2 tours. Encore une fois , il y serait possible (si un accord sur le projet le plus large possible ne se réalisait pas sur des ambitions fortes) d'en faire juge les électeurs.

C/Troisième remarque: « *la réalité électorale peut varier d'une région à une autre ; il y a même des différences régionales au sein d'une même grande région composant la circonscription électorale des élections européennes. C'est une preuve supplémentaire de l'impossibilité de transposer pour les élections régionales la construction qui a prévalu pour les élections européennes.* » Certes , mais il semblait qu'une offre nationale de rassemblement assure une plus grande lisibilité : poursuivre ce qui a été engagé avec le front de Gauche , ce ne peut être avoir des tactiques à la carte: tout seul dans le Nord , autre chose en Bretagne...

D/Quatrième remarque: « *Enfin se pose en toute hypothèse la question de la représentation de chaque composante du front de gauche sur chaque liste. Transposer aux élections Régionales l'exemple de ce qui s'est mis en œuvre pour la construction des listes aux élections européennes, ce serait admettre la constitution de listes où la présence communiste serait divisée par plus de deux et convenir, à priori, en cas d'élection, que le nombre d'élue(s) communistes soit aussi divisé par deux, ce qui ne serait ni juste ni réaliste.* » Cette question ne peut être évacuée sauf à considérer que l'on reste entre nous dans la posture de 2004 sans tenir compte comme le rappelait le document en son début « *(du) rôle décisif ..de nouvelles personnalités s'engage(a)nt dans la campagne électorale (du front de Gauche* » Transposer sûrement pas mais si on s'engage dans « *la construction transparente de l'unité autour de projets et de contenus. (sans) figer à priori les frontières ou les limites du rassemblement. S'adresser à toutes et tous, sans exclusive, sur une démarche exigeante, peut créer des dynamiques plus fortes et engager un processus de nature à répondre ainsi à l'attente de tout le peuple de gauche, qui souffre de l'absence d'alternative.* », alors il faudra en toute hypothèse faire de la place à d'autres sur les listes qu'elles soient d'Union de toute la gauche dès le premier tour ou de Front de Gauche élargi.

4/Le bilan.

Là encore des considérations tactiques se mêlent à d'autres relevant bien du bilan. Bilan où il est juste de faire la part de l'apport communiste mais où manque la précision sur les batailles qu'il a fallu mener, les résistances qu'il a fallu vaincre. Si l'on veut politiser les enjeux, il serait bon que les citoyens et déjà les militants communistes puissent se faire une exacte idée de cela.. Cela ramène aussi évidemment au débat électoral...

L'affirmation faite selon laquelle « dans le cadre de l'exercice du mandat qui vient de s'écouler, des options transformatrices et clairement antilibérales ont été mises en œuvre. » mériterait outre les développements décrits d'être aussi recadrée avec le soutien affirmé par le Président Le Drian aux options de Lisbonne...

A/Retour au départ en 2004.

Ce qui est dit sur l'élaboration alors du projet, la façon de faire ne pose problème à personne. Encore que la situation n'est pas la même : depuis il y a eu les présidentielles, les municipales marquées en Bretagne par des revers à contre-courant de l'évolution nationale, des scores non négligeables de l'extrême gauche, les européennes et le front de Gauche. Mais quand bien même des syndicalistes, des associatifs, des citoyens nombreux de toutes les sensibilités de gauche s'engageraient dans l'élaboration du projet, on sait bien que la plupart des citoyens ne s'y implique quand il le font qu'au moment du vote, au mieux pendant la campagne. Dès lors leur implication ne peut peser si l'écart entre ce que nous voudrions voir retenu avec beaucoup d'acteurs et ce que veut le PS s'avère trop grand. On en revient au premier tour alors comme possibilité de défendre une orientation plus résolue à gauche.

Les considérations tactiques du document laissant entendre qu'il n'y a qu'à reprendre le modèle de 2004 tellement il a été bon sont discutables: « *...c'est bien sur la base de la dynamique du premier tour où la liste d'union avait obtenu 38% des suffrages que la gauche l'a emporté haut la main au second avec 58% des voix. En effet, c'est au premier tour que se crée la dynamique qui permet de l'emporter au second ...* » Certes

on peut être d'accord pour dire : « *Que des contenus exigeants portés dès le premier tour ne constituent pas un obstacle pour que l'union plus large encore se réalise au second.* » Ce serait même l'objectif à rechercher et il est juste de l'opposer à ceux qui estiment a priori qu'il ne peut être atteint. Pour autant peut-on dans le même mouvement dire une évidence , de façon tautologique: « *Que la bataille sur les contenus est un atout pour construire l'union sur des contenus* » et d'ajouter comme une autre évidence : « *alors qu'il est de notoriété publique que les accords de second tour sont avant tout des accords sur des places dans le cadre de la fusion de listes.* » On reviendra sur les places... Pourquoi ne pas considérer que l'accord de second tour peut-être autre chose qu'une fusion technique pour se partager les places? Les situations suivant les régions on l'a dit peuvent être différentes même en cas de listes séparées au premier tour.

Selon les cas, on peut envisager :

- un accord de gestion intégrant les apports des uns et des autres sur la base des soutiens reçus des citoyens et participation aux exécutifs
- dans d'autres cas (compromissions avec le Modem , Frèche...) accord technique pour ne pas laisser la place à la droite sans participation aux exécutif, voire maintien des listes si c'est possible.
- N'importe comment les Verts faisant cavalier seuls et probablement le NPA , se posera le problème de la fusion des listes... On y reviendra...

B/Le bilan proprement dit.

Cette partie est intéressante , permet de dégager l'intérêt d'avoir des élus communistes et en même temps pointe la nécessité d'aller plus loin. Nul doute que les réunions décentralisées annoncées seront à cet égard l'occasion de piocher davantage..

Les camarades réunis en section pensent comme Hugues Tupin le disait que nous devons être au plus près des réalités quotidiennes des citoyens , de leurs difficultés , de leurs aspirations et que nous aurons un effort à faire pour sortir d'un discours militant qui leur apparaît lointain. Montrer que l'élection est important pour eux , ce que la région peut leur apporter très concrètement. Cela suppose , on y reviendra de placer la barre à la bonne hauteur en reliant souhaitable et possible , en montrant la voie pour l'atteindre.

C/Des conclusions discutables.

Le document le fait sous forme de fausses questions auxquelles sont apportées des réponses apparemment indiscutables:

« *Y aurait il moins de raisons aujourd'hui qu'en 2004 de se rassembler pour faire front à la droite et l'empêcher de reconquérir la(es) Région(s)?- La réponse est évidemment non, sachant de surcroît que ces élections constituent de surcroît un round de la droite de nature à préparer sa réélection à l'élection présidentielle de 2012.* »

Aucune raison de faire des cadeaux à la droite mais cette première question sert à en introduire une seconde:

« *L'union de nature à créer la dynamique qui permet de gagner au second est elle moins nécessaire aujourd'hui qu'en 2004? - La réponse est évidemment non or, si on se réfère aux résultats des dernières élections on ne peut pas exclure la possibilité pour la droite de regagner des Régions.* »

Est-on toujours en 2004? La dynamique à faire naître est-elle de même nature? Peut-on faire comme si le Front de Gauche n'avait pas marqué une étape? Le danger existe certes de reconquête par la droite et d'abord

par l'abstention de celles et ceux qui auraient le plus d'intérêts aux changements. Là encore bien placer la barre des ambitions à la juste hauteur d'un projet bien ancré à gauche est déterminant pour insuffler espoir et envie d'agir. Pourquoi là encore s'enfermer toujours dans le même schéma , en refusant de voir que dans l'état actuel des choses , l'élan du Front de Gauche pourrait être durablement anéanti ? Sur notre ville , nombreux sont ceux qui craignent que nous en rabattions sur le projet pour assurer des places. Ne risque-t-on pas de les voir alors se décourager , voire de tomber dans les bras du NPA? A Douarnenez , dans un contexte certes particulier d'élection partielle en janvier un rassemblement inédit , citoyen , allant bien au-delà même de ce qui a été fait par le Front de Gauche a montré que la dynamique se construit ensemble avec les citoyens dans la diversité et sur des objectifs partagés. Et que si d'aucuns ne les partagent pas , il faut demander aux électeurs de départager : on ne donnait aucune chance à Hugues Tupin d'accéder au second tour et il y est arrivé.

Et on en rajoute une couche:

« Le bilan politique de la participation des communistes à la majorité de gauche du Conseil Régional constitue t il un défaut de nature à peser négativement sur les aspirations populaires et les revendications sociales?- La réponse, nous l'avons vu, est non; en outre, en faisant prévaloir des options qui ne constituent pas un alignement sur les dogmes du libéralisme, nous donnons de la crédibilité à «un autre possible», d'une part parce que ça existe et, d'autre part parce que ça fonctionne. Enfin, la participation des communistes à l'exécutif n'a pas eu pour effet de réduire la portée des luttes sociales. »

Là encore, de qui et de quoi parle-t-on? Qui veut jeter les élus communistes? Pourquoi cette crispation?

Il faut garder la mesure : si la participation des communistes n'a pas anesthésier les luttes (encore heureux..) , les a-t-elle stimuler, appuyer assez? Si cela ne peut être jugé négatif et peut effectivement montrer qu'il y a d'autres chemins possibles , pour autant les politiques régionales sont-elles assez ressenties comme de véritables contre-pouvoirs face à l'état sarkozyste? Cela pose entre autres des questions de communication avec la population et les militants: quels obstacles , quelles ripostes nécessaires , qui fait quoi au conseil? Qui accélère dans la bonne direction et qui freine?

Et ça continue:

« Le bilan de l'action menée au cours du mandat écoulé, y compris les actions relevant de l'initiative des élu(e)s communistes, doit il être abandonné au seul Président sortant de l'exécutif Régional? C'est ce que feraient les communistes en décrétant qu'ils n'ont rien à voir avec la majorité sortante pour lui préférer une autre alliance et une autre stratégie politique. A l'inverse, si nous nous prévalons de ces actions positives, nos concitoyens seraient alors fondés à nous demander pourquoi nous ne sommes plus dans une démarche d'union »

On grossit le trait et on n'est pas très dialectique: c'est le tout ou rien. Bien sûr que les communistes sont partie prenante de la majorité sortante. Les Verts aussi d'ailleurs: cela ne les empêche pas de vouloir verdir le futur conseil. Si le bilan est globalement positif , s'il est légitime d'en faire ressortir l'apport communiste, n'est-il pas moins important d'en faire ressortir les insuffisances pour mieux dégager les axes d'un projet meilleur? Dès lors tout sera appréciation du niveau atteint par nos débats sur le programme : ce n'est qu'alors qu'il sera juste de dire comment il faut y aller.

J'ai tendance à penser encore une fois que nous aurions intérêt à mener le débat le plus largement possible devant les électeurs en pointant tout ce que nous pensons nécessaire d'améliorer, de muscler...Et envisager une démarche de premier tour la plus large possible , ce n'est pas obligatoirement avec le PS.. Il y aura un deuxième tour.

Et ça continue:

« L'option retenue par certaines composantes de «la gauche de la gauche»de refuser à priori toute union avec le PS constitue-t-elle une option de nature à porter une alternative crédible pour battre durablement la droite? La réponse est non. En effet, en fixant à priori et sans discussion l'option de l'impossibilité de se mettre d'accord sur les contenus avec le PS pour justifier le refus de listes d'union dès le premier tour, est une manière de clore le débat sur les contenus avant que celui ci ait eu lieu; en outre, cette position édulcore et fixe pour négligeables les actions (antilibérales!) menées par les communistes dans les instances sortantes. »

On est encore dans l'amalgame. Refuser à priori toute union avec le PS est stupide comme l'est tout refus de chercher l'union la plus large possible avec toutes les composantes de la Gauche quelque soient leurs positions de départ. Clore le débat sur les contenus avant qu'il ait eu lieu est aussi stupide. Refuser à priori les listes d'union dès le premier tour avec le PS serait-il plus bête que d'affirmer que c'est la seule possibilité?

Laissons le temps au débat et à la réflexion.

Encore une exagération:

« Enfin, en fixant comme principe à priori que toute union est impossible au premier tour, comment expliquer que celle-ci irait de soi au second ?... »

Habile mais pas très honnête intellectuellement de mettre « à priori » et « de soi ».

Ceux qui pourraient envisager autre chose que l'union au premier tour serait de doux inconséquents...

Si rien n'est « à priori » impossible au premier tour , il faudra aussi admettre qu'il serait possible d'avoir des listes distinctes dont on sait qu'elles seront amenées à fusionner. Ce n'est pas nouveau. Des accords peuvent être trouvés tenant compte aussi de l'appréciation des électeurs sur les propositions des uns et des autres.

Une question de places?

« se poserait de toute manière la question de la répartition des postes par sensibilité au sein de la liste «de la gauche de la gauche qui se serait constituée» ; cela constituerait un marchandage politique dans lequel les communistes seraient invités à réduire leurs prétentions en nombre d'élu(e)s pour faire de la place aux autres composantes de la liste! »

Là cela devient pathétique. On veut nous prendre nos places? C'est cependant une vraie question qui se posera dans tous les cas de figures si nous voulons de façon sincère continuer ce que nous avons entrepris avec le Front de Gauche. Même en cas de liste d'union au premier tour avec le PS, il faudra bien marchander .

Quid de nouvelles personnalités , de nos partenaires du front de Gauche? Comment on sanctuarise nos places dans le cadre de la fusion avec les Verts au second tour (ça ce n'est pas politicien peut-être?)

Et pour finir un coup d'optimisme:

« Enfin, dans le cas (très probable) où cette liste de «gauche de gauche» n'atteignait pas les 5% au premier

tour (la liste du Front de Gauche a obtenu 5,02% aux européennes en Bretagne) nos n'aurions pas d'autre solution au second que de d'appeler à soutenir la liste de gauche arrivée en tête au premier tour..Ce serait pour le coup, affaiblir assurément le combat dit «antilibéral»! »

Et on n'aurait plus d 'élus...

Le score du Front de Gauche n'est pas suffisant pour porter nos ambitions: oui. C'est bien pourquoi , il faut l'élargir , le continuer. Il a permis le résultat de juin, permis à d'autres personnalités , citoyens , sensibilités de nous rejoindre sur des objectifs clairs. Il y a de la marge de progression. Certes des sujets font débat et rien n'est simple mais il y a bien des manières d'affaiblir le combat contre l'ultra libéralisme , le capitalisme . Cela en serait une aussi d'en rabaisser sur les objectifs par peur de perdre, pour sauver les meubles en perdant au passage toute crédibilité , toute lisibilité.

Et pour finir le faux dilemme:

« Nous proposons évidemment de refuser ce scénario du pire et c'est la raison pour laquelle la priorité que nous proposons c'est de travailler les contenus politiques pour gagner au front le plus large de toutes les forces de gauche et personnalités de progrès. »

D'accord pour la priorité mais sans « à priori » sur le résultat..

5/Le projet.

On ne peut qu'être d'accord pour que le PCF se fixe pour but de : *« travailler sur les contenus transformateurs que devrait porter un projet régional authentiquement de gauche,(sans) aucune limite à priori, au rassemblement majoritaire qui devrait se réaliser dans la perspective de ces élections. Les sensibilités les plus déterminées à faire valoir ces options, résolument ancrées à gauche, doivent en être les meilleures initiatrices et il y a du pain sur la planche ! »*

Cette partie du document révèle plusieurs interrogations montrant que sur tous les sujets on aurait pu aller plus loin , il faudrait aller plus loin. La discussion montre que ce dont chacun se doute est la réalité au quotidien de Conseil régionale : la vie n'y est pas un long fleuve tranquille.

Au-delà des propositions nouvelles qu'il faudrait faire émerger , on en revient toujours aux mêmes questions : qu'est-ce qui bloque? Qui freine? L'intervention citoyenne est-elle suffisante?

Je reviendrai plus tard et dans les réunions décentralisées sur les contenus , les précisions qu'il faudrait apporter ainsi que sur la façon dont il faudra mener campagne sur cela ...

Douarnenez , ce 17/09/2009

JP DEMAIMAY